

Pages de Profils



En 2006, l'emploi salarié régional enregistre une hausse proche de 14 000 salariés. Ce premier solde positif depuis 2002 résulte de la conjonction du fort dynamisme de la construction et d'une reprise dans le tertiaire. Le Nord s'inscrit dans une dynamique de croissance plus forte que dans le Pas-de-Calais. À l'inverse de 2005, la quasi-totalité des zones d'emploi est redevenue créatrice d'emplois. Seuls le Calaisis, le Cambrésis et Béthune-Bruay ont continué à perdre des salariés.

Avertissement

Les résultats de cet article ne reprennent pas l'emploi des non-salariés dont les données ne sont pas encore disponibles.

Emploi en 2006 : les enseignements d'un bilan

Raymond Bénard


Insee - Service Statistique




INSEE NORD-PAS-DE-CALAIS - 130 AVENUE DU PRÉSIDENT J.F. KENNEDY - 59034 LILLE CEDEX
03 20 62 86 29 - 03 20 62 86 00

Les estimations quasi définitives de l'emploi salarié dénombrent 1 352 300 salariés dans l'ensemble des secteurs privé et public à la fin de l'année 2006. La région enregistre ainsi une augmentation nette d'environ 14 000 postes de travail entre le 31 décembre 2005 et le 31 décembre 2006, ce qui constitue un retournement de tendance par rapport aux années 2003 à 2005.

REPRISE DE L'EMPLOI SALARIÉ

Après avoir crû au rythme élevé de 2,8% par an entre le 31 décembre 1997 et le 31 décembre 2000, l'emploi régional a connu un ralentissement de sa croissance en 2001 et 2002 (+0,9% en moyenne annuelle). De 2003 à 2005, la conjoncture économique, particulièrement défavorable aux industries, et une politique de restriction budgétaire dans l'emploi public ont orienté la courbe de l'emploi à la baisse. En 2006, le regain d'activité économique, le maintien de l'emploi aidé par la création de contrats d'accompagnement dans l'emploi, des contrats d'avenir et les mesures favorables au développement de l'emploi de proximité auprès des particuliers ont fait croître l'emploi salarié. Ainsi en 2006, l'emploi régional a progressé de 1,0%, avec une augmentation plus forte dans le Nord que dans le Pas-de-Calais (respectivement +1,4% et +0,4%) 

INDUSTRIE : L'AUTOMOBILE N'EST PLUS ÉPARGNÉE

L'industrie, nettement déficitaire ces seize dernières années, même si elle a connu un court répit de 1998 à 2001, poursuit ses réductions d'effectifs en 2006. La baisse atteint 2,5%, soit 6 100 emplois. Cette perte marque cependant une décélération par rapport aux années précédentes puisqu'elle a culminé à 3,9% en 2004 (-10 100 emplois) et atteint 3,0% en 2005 (-7 500 emplois) 

L'industrie automobile, épargnée depuis plusieurs années par les suppressions d'emploi, perd environ 400 salariés. Toutefois, ce constat régional masque des évolutions distinctes entre les deux départements. Dans le Pas-de-Calais, après le millier de postes perdus en 2004-2005, s'ajoute cette année une perte de 200 salariés qui ne concerne que

les équipementiers et établissements situés en amont des chaînes de montage. Sur cette même période de deux ans, le Nord, qui avait progressé dans ce secteur de près de 1 200 postes liés à la montée en puissance de nouvelles implantations, a pour la première fois depuis plusieurs années reculé de près de 200 salariés.

Tous les autres secteurs ont supprimé un nombre élevé de postes, soit par la fermeture d'établissements importants, soit par des restructurations. Les secteurs les plus sévèrement touchés appartiennent aux biens intermédiaires, dont le recul s'amplifiant d'année en année a été plus élevé cette année qu'en 2005 (-3,9%, soit 4 100 emplois perdus, contre -3,3% soit 3 600 emplois). Comme les années précédentes, le textile demeure la principale activité par ses emplois perdus puisque 37% des pertes totales sont enregistrées dans ce secteur. En fin d'année, ce secteur ne représente plus que 13 500 emplois. L'activité chimie-plastique a triplé la perte de ses effectifs, soit 1 100 postes. Plus gros contributeur aux pertes enregistrées dans les biens de consommation, les secteurs de l'habillement, cuir et de l'édition, imprimerie ont perdu moitié moins d'emplois (-4,7%, soit 590 emplois perdus contre -8,9% l'an passé). Les effectifs du secteur des biens d'équipement décroissent moins vite qu'en 2005 (-790 salariés contre près de 1 250 en 2005). Les pertes les plus importantes proviennent toujours des industries des équipements mécaniques : près de 600 postes en moins pour chacune des années 2005 et 2006. Enfin, l'industrie agroalimentaire accuse une diminution de 0,9% de ses effectifs salariés (-200 emplois). Le dynamisme du secteur de la construction ne se dément pas d'une année sur l'autre et dégage un solde positif de +3,6%, engendrant une création de 2 800 postes. Le haut niveau des mises en chantier et la vivacité du marché de l'immobilier se sont confirmés en 2006 sur l'ensemble de la région.

REPRISE DES CRÉATIONS D'EMPLOI DANS LE TERTIAIRE

Les années 2003 et 2005, marquées par l'arrêt de la croissance du tertiaire, tranchent singulièrement dans le scénario des seize dernières années où prévaut la

compensation des pertes industrielles par les créations dans le tertiaire. Jusqu'en 1997, le tertiaire générait en moyenne 16 000 postes de travail supplémentaires. Il s'est ensuite affirmé entre 1998 et 2000 comme le véritable moteur de l'importante croissance de l'emploi régional avec une création chaque année de près de 35 000 emplois. Ensuite, le nombre d'emplois s'est érodé. Selon les années, il a pu s'agir de la moindre croissance des services aux entreprises, d'un ralentissement de l'expansion de la plupart des autres secteurs marchands ou d'une contraction sensible des effectifs dans les secteurs non marchands, principalement l'éducation et l'administration publique. Au niveau régional, l'année 2006 enregistre une reprise de l'emploi tertiaire qui permet d'atteindre le niveau de 1 018 700 postes, soit 17 300 de plus qu'en 2005. Cet accroissement des effectifs salariés concerne aussi bien le secteur marchand (+1,8%) que le non marchand (+1,7%).

CROISSANCE SENSIBLE DE L'EMPLOI SALARIÉ DANS LE TERTIAIRE MARCHAND

Jusqu'en 2004, les créations d'emploi du tertiaire marchand s'observent presque uniquement dans le secteur des services aux entreprises, et plus particulièrement dans les activités de conseils et assistance et dans les services opérationnels où elles s'avèrent être souvent des transferts d'activité. Depuis 2004, la progression de 4 400 postes de travail dans les services personnels et domestiques (+2,5% en 2004, +3,6% en 2005 et +6,5% en 2006), dont plus de la moitié s'est réalisée en 2006, confirme que ce secteur participe lui aussi à la croissance à la faveur des diverses mesures d'aides proposées aux particuliers employeurs. Par ailleurs, au sein des services aux entreprises, le fort dynamisme de l'activité de conseils et assistance (+7,3%, soit + 4 400 salariés) contraste avec l'atonie des services opérationnels et la réduction dans les postes et télécommunications (-5,0%, soit -1 300 emplois).

Dans le reste du tertiaire marchand, le solde global de l'emploi progresse légèrement. Dans l'ensemble du commerce, il est de +0,6% (+1 050 salariés) et efface la totalité des pertes de l'an passé occasionnées principalement par l'externalisation

des centres d'appels téléphoniques de la vente par correspondance. Les effectifs du commerce de gros, du commerce et de la réparation automobile, après la relative stabilité de 2005, croissent respectivement de 0,6% et 0,8%. Le volume des créations de postes dans les transports comble les 1 000 postes perdus en 2005. Parallèlement, les activités financières accusent un solde positif de +1,7% d'un volume de 600 salariés.

Les activités essentiellement non marchandes du tertiaire, touchées en 2004 et 2005 par la contraction sensible des emplois aidés dans les secteurs public et privé, augmentent leurs effectifs en 2006 de 2 900 salariés. Le nombre de postes offerts dans les dispositifs de type contrat d'avenir (CAV) et contrat d'accompagnement dans l'emploi (CAE), d'un volume de 28 100, semble s'être bien substitué aux dispositifs des contrats emploi-solidarité (CES), des contrats emplois consolidés (CEC) et des anciens contrats emplois jeunes (CEJ) : l'effectif global des emplois aidés gagnant 1 500 emplois. Contrairement à l'année précédente, le volume des gains (+3 100 emplois) en effectifs du secteur de l'éducation (+1,0%) et de l'administration (+0,5%) ont plus que comblé les pertes de 2005 et le secteur " santé, action sociale " a quasiment triplé son volume de créations (+4 400 salariés) [Graphique 2](#).

CONFIRMATION D'UN BILAN À MOYEN TERME ENCORE PLUS POSITIF AU NIVEAU DES ZONES D'EMPLOI

Sur les huit dernières années, même si les effectifs ont progressé partout, les zones d'emploi ont connu des rythmes propres

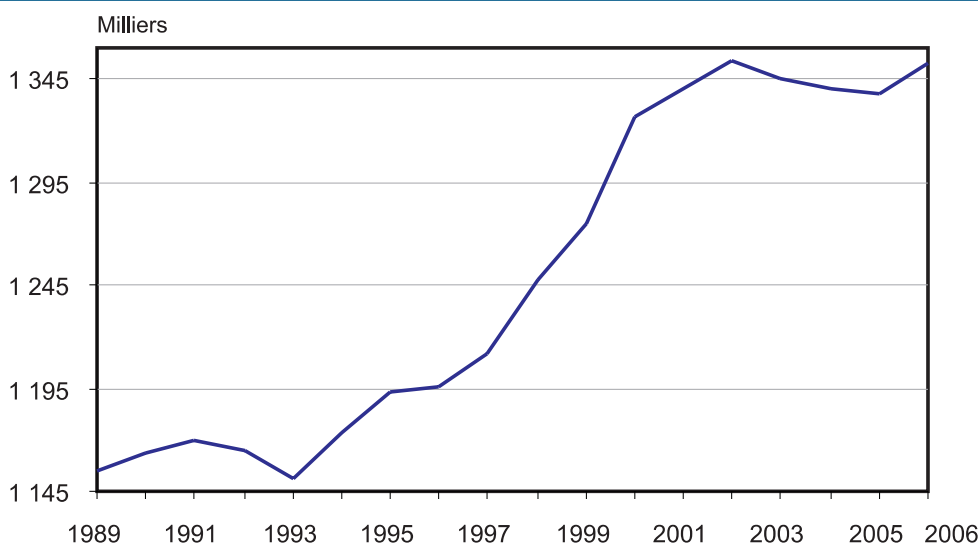
[Carte](#).

En général, là où la perte de dynamisme a été ressentie plus tôt, est observée une progression inférieure à l'évolution régionale. Ainsi en est-il des zones de la Sambre-Avesnois (+2,1%), de Roubaix-Tourcoing (+1,0%) et du Calaisis (+3,9%). En revanche, le Valenciennois (+20,3%), les zones de Berck-Montreuil (+19,2%) et de Lens-Hénin (+16,5%) enregistrent sur ces huit ans une croissance supérieure au double de la moyenne régionale. Aussi figurent-elles encore cette année parmi les quatre plus performantes en créations de postes. Les zones de la Flandre-Lys (+11,3%), du Cambrésis (+10,0%), de l'Artois-Ternois (+9,6%), de Béthune-Bruay (+9,3%), du Boulonnais (+8,2%), de Dunkerque (+7,3%), du Douaisis (+7,1%), de Saint-Omer (+7,1%) et de Lille (+6,1%) ont connu sur la période des évolutions globales de l'emploi groupées autour de la moyenne. De ce bilan, seuls le Calaisis, le Cambrésis et Béthune-Bruay perdent des emplois en 2006 [Tableau 2](#).

PREMIÈRES TENDANCES 2007 : UNE AMÉLIORATION CERTAINE DE L'EMPLOI PRIVÉ

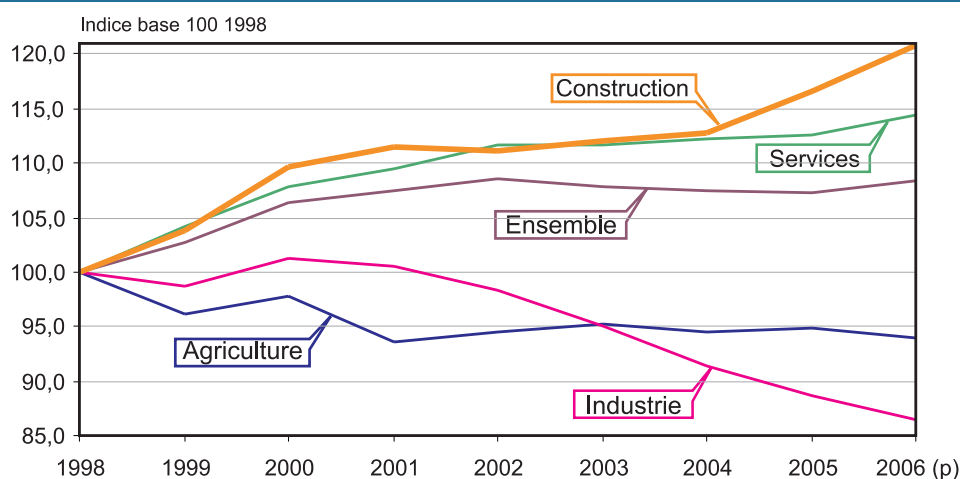
L'année 2007 n'a pas encore livré toutes les statistiques nécessaires à l'établissement d'un bilan d'ensemble de l'année. En première approche, selon les données sur l'emploi salarié privé non agricole mises à disposition par les Urssaf du Nord et du Pas-de-Calais, le nombre d'emplois aurait progressé de 0,8% en glissement annuel du 30 septembre 2006 au 30 septembre 2007. Cet indicateur affichait un an auparavant un accroissement de 0,2%. Il semble donc que l'année 2007 se révélerait au final plus favorable pour l'emploi salarié privé que 2006. De fait, elle a connu un premier trimestre créateur d'emploi (+0,3%) prolongé par deux trimestres moins dynamiques, voire atone pour le troisième. Ce résultat proviendrait essentiellement d'une progression sensible des effectifs des services au cours de ce premier trimestre, compensant largement le recul du commerce. Sur la période de référence choisie, l'industrie continuerait à se dégrader, mais suivant une trajectoire plus pentue que celles observées lors des deux dernières années. Dans la construction, le dynamisme de 2006 s'est amplifié au cours des trois premiers trimestres et se solderait par un substantiel gain d'emploi. Dans le secteur non marchand (essentiellement public), la création sensible de postes liés à un contrat aidé s'est affirmée au fil des onze premiers mois. Au total, le tertiaire demeurerait donc créateur d'emploi.

Graphique 1 : ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ DANS LE NORD-PAS-DE-CALAIS ENTRE LE 31 DÉCEMBRE 1989 ET LE 31 DÉCEMBRE 2006



Source : Insee - Estimations d'emploi au 31 décembre de chaque année

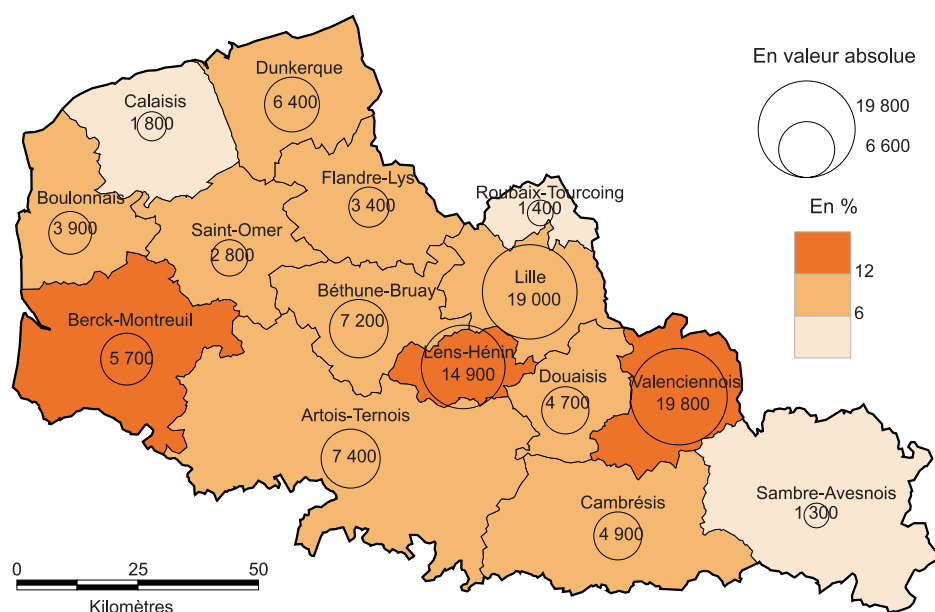
Graphique 2 : ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ PAR GRANDS SECTEURS DANS LE NORD-PAS-DE-CALAIS ENTRE LE 31 DÉCEMBRE 1998 ET LE 31 DÉCEMBRE 2006



(p) Données provisoires.

Source : Insee - Estimations d'emploi

Carte : ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ PAR ZONE D'EMPLOI (DÉCEMBRE 1998 - DÉCEMBRE 2006)



© IGN - Insee 2008

Source : Insee - Estimations d'emploi au 31 décembre

Tableau 2 : L'EMPLOI SALARIÉ DANS LES ZONES D'EMPLOI DU NORD-PAS-DE-CALAIS AU 31/12/1998 ET AU 31/12/2006

	1998		2006	
	Emploi salarié en milliers	%	Emploi salarié en milliers	%
Lille	310,3	24,9	329,2	24,3
Roubaix-Tourcoing	135,9	10,9	137,3	10,2
Valenciennois	97,8	7,8	117,6	8,7
Lens	90,1	7,2	104,9	7,8
Dunkerque	87,7	7,0	94,1	7,0
Béthune-Bruay	78,1	6,3	85,4	6,3
Artois-Ternois	76,9	6,2	84,3	6,2
Douais	66,6	5,3	71,3	5,3
Sambre-Avesnois	62,2	5,0	63,5	4,7
Cambrésis	48,7	3,9	53,6	4,0
Boulonnais	47,2	3,8	51,1	3,8
Calais	46,4	3,7	48,2	3,6
Saint-Omer	39,9	3,2	42,7	3,2
Berck-Montreuil	29,6	2,4	35,3	2,6
Flandre-Lys	30,3	2,4	33,7	2,5
Région Nord-Pas-de-Calais	1 247,6	100,0	1 352,2	100,0

Source : Insee - Estimations d'emploi

**Tableau 1 : ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ (SECTEUR PUBLIC ET SECTEUR PRIVÉ CONFONDUS)
DANS LE NORD-PAS-DE-CALAIS ENTRE LE 31 DÉCEMBRE 2005 ET LE 31 DÉCEMBRE 2006**

Activité économique (Nomenclature économique de synthèse niveaux 4, 16, 36)	Département du Nord		Département du Pas-de-Calais		Région Nord-Pas-de Calais		
	Emploi salarié en milliers		Emploi salarié en milliers		Emploi salarié en milliers		Évolution 2006/2005 en %
	2005	2006 (p)	2005	2006 (p)	2005	2006 (p)	
TOTAL	885,4	897,6	452,9	454,7	1 338,2	1 352,3	+1,0
<i>Agriculture</i>	7,3	7,3	7,2	7,1	14,5	14,4	-0,6
<i>Industrie</i>	157,7	154,0	86,0	83,6	243,6	237,6	-2,5
<i>Construction</i>	48,1	49,6	30,7	32,0	78,7	81,6	+3,6
<i>Tertiaire</i>	672,4	686,8	329,0	332,0	1 001,4	1 018,7	+1,7
Agriculture, sylviculture, pêche	7,3	7,3	7,2	7,1	14,5	14,3	-1,2
Industries agricoles et alimentaires	19,0	18,8	16,0	16,0	35,0	34,8	-0,6
Habillement, cuir	1,9	1,7	1,1	1,0	3,0	2,7	-10,9
Édition, imprimerie, reproduction	7,1	6,8	2,5	2,5	9,5	9,3	-2,7
Pharmacie, parfumerie et entretien	3,8	3,6	0,4	0,5	4,2	4,1	-2,1
Industries des équipements du foyer	5,2	5,2	1,8	1,7	7,0	6,9	-0,9
Industries des biens de consommation	17,9	17,3	5,9	5,8	23,8	23,0	-3,1
Industrie automobile	20,8	20,6	8,3	8,1	29,1	28,7	-1,3
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	4,3	4,1	0,4	0,4	4,6	4,5	-3,8
Industries des équipements mécaniques	17,8	17,3	7,1	7,0	24,9	24,3	-2,3
Industries des équipements électriques et électroniques	4,1	4,0	2,5	2,5	6,6	6,6	-0,5
Industries des biens d'équipement	26,1	25,5	10,0	9,9	36,1	35,3	-2,2
Industries des produits minéraux	5,2	5,0	12,3	11,8	17,5	16,8	-4,0
Industrie textile	12,0	10,9	2,9	2,6	14,9	13,5	-9,3
Industries du bois et du papier	5,1	4,9	4,6	4,4	9,7	9,3	-4,3
Chimie, caoutchouc, plastiques	11,9	11,4	10,5	9,9	22,5	21,3	-5,0
Métallurgie et transformation des métaux	26,7	26,5	7,5	7,3	34,3	33,7	-1,5
Industrie des composants électriques et électroniques	2,5	2,6	4,5	4,3	7,0	7,0	+0,2
Industries des biens intermédiaires	63,4	61,3	42,3	40,4	105,8	101,6	-3,9
Production de combustibles et de carburants	0,8	0,9	0,3	0,3	1,2	1,2	-0,8
Eau, gaz, électricité	9,6	9,7	3,1	3,2	12,7	12,9	+1,7
Énergie	10,4	10,6	3,4	3,5	13,8	14,0	+1,5
Construction	48,1	49,6	30,7	32,0	78,7	81,6	+3,6
Commerce et réparation automobile	14,9	15,1	8,1	8,1	23,0	23,2	+0,8
Commerce de gros, intermédiaires	34,0	34,6	16,5	16,1	50,5	50,7	+0,4
Commerce de détail, réparations	76,3	77,0	36,5	36,5	112,8	113,5	+0,6
Commerce	125,3	126,6	61,1	60,8	186,3	187,4	+0,6
Transports	38,8	39,3	19,8	20,3	58,6	59,6	+1,7
Activités financières	27,9	28,6	8,6	8,5	36,5	37,1	+1,7
Activités immobilières	9,6	9,8	4,9	4,9	14,6	14,7	+0,5
Postes et télécommunications	17,6	16,7	8,1	7,6	25,6	24,3	-5,0
Conseils et assistance	45,8	49,5	13,3	13,8	59,0	63,3	+7,3
Services opérationnels	61,1	61,9	33,2	33,1	94,3	95,0	+0,7
Recherche et développement	2,9	3,1	0,2	0,3	3,1	3,4	+7,9
Services aux entreprises	127,3	131,2	54,7	54,8	182,1	186,0	+2,2
Hôtels et restaurants	23,1	23,3	12,5	12,8	35,6	36,0	+1,3
Activités récréatives, culturelles et sportives	9,0	9,4	3,6	3,7	12,7	13,1	+3,1
Services personnels et domestiques	23,5	25,1	12,7	13,4	36,2	38,5	+6,5
Services aux particuliers	55,6	57,7	28,8	29,9	84,4	87,7	+3,8
Éducation	79,3	80,7	41,4	42,2	120,7	122,9	+1,9
Santé, action sociale	103,7	107,7	51,7	52,1	155,4	159,8	+2,8
Éducation, santé, action sociale	183,0	188,4	93,1	94,4	276,1	282,8	+2,4
Administration publique	94,1	94,5	53,7	54,0	147,9	148,5	+0,4
Activités associatives et extra-territoriales	10,7	10,8	4,2	4,4	14,9	15,1	+1,4
Administration	104,8	105,2	57,9	58,3	162,8	163,6	+0,5

(p) Données provisoires.

Source : Insee - Estimations d'emploi au 31 décembre de chaque année

POUR COMPRENDRE CES RÉSULTATS

Comment sont calculées les estimations d'emploi ?

Le recensement de population de 1999 sert de base de référence aux estimations d'emploi. Il permet en effet de comptabiliser l'emploi au lieu de travail pour une zone géographique et un secteur d'activité économique donnés. Les résultats sont ensuite actualisés au 31 décembre de chaque année à partir d'indices d'évolution déterminés d'après différentes sources :

- les données de l'Unedic (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce) pour la majorité des salariés ;
- des données complémentaires pour les non-salariés et les salariés des secteurs non couverts par l'Unedic (par exemple de la Mutualité sociale agricole, des fichiers de paie des agents de l'État, l'enquête annuelle sur les collectivités territoriales).

Pour en savoir plus

- Évolution de l'emploi salarié dans le secteur privé en 2006 - Insee Nord-Pas-de-Calais - Pages de Profils n° 26, septembre 2007.